



À propos de 3M Canada

La compagnie 3M Canada a été fondée en 1951 en tant que première filiale internationale de la société mère. Nous employons plus de 1 800 personnes dans l'ensemble du Canada, notamment à Brockville, à Mississauga et à Perth, en Ontario, ainsi qu'à Morden, au Manitoba, sans oublier à London, en Ontario, où nous avons notre siège social depuis plus de 60 ans. La moitié des produits que nous vendons proviennent de nos huit installations manufacturières canadiennes, et la grande majorité est exportée aux États-Unis.

Chez 3M, nous avons recours à la science de manière collaborative pour améliorer quotidiennement des vies. Nous sommes une entreprise mondiale spécialisée dans les sciences qui n'arrête jamais d'inventer de nouvelles solutions. Nos inventions ont amélioré le quotidien de centaines de millions de personnes partout à travers le monde. Forte de notre chiffre d'affaires de 32 milliards de dollars et de nos 91 000 employés, 3M est en rapport avec des clients aux quatre coins du monde.

Un lien très étroit unit nos cinq groupes d'entreprise à la grande quantité de recherche scientifique que nous effectuons et aux milliers de scientifiques et chercheurs qui travaillent pour notre entreprise partout dans le monde : ce lien, c'est notre recherche et développement (R et D). La R et D est le pouls de 3M. Nous réinvestissons près de 5,8 % de nos ventes dans la science qui fait la force de 3M. Cet investissement nous permet de produire chaque année plus de 300 brevets, ainsi qu'une série ininterrompue de produits uniques pour les consommateurs.

Si nos 46 plateformes technologiques représentent la structure qui soutient l'ensemble de notre travail, qu'il s'agisse d'adhésif, d'abrasif, de céramique ou de nanotechnologie, notre équipe de recherche et développement en est le cœur. Notre succès ne serait évidemment pas complet sans nos concepteurs, qui transposent nos idées en solutions créatives partout dans le monde.

Bien que 3M continue d'investir dans la science, la recherche, l'innovation et le talent, plusieurs mesures fédérales aideraient les entreprises canadiennes à devenir encore plus compétitives et productives, notamment dans les industries technologiques mondiales hautement concurrentielles. L'imposition est l'un des plus puissants leviers à la portée d'un gouvernement. Elle peut, et devrait, être utilisée comme outil pour favoriser l'investissement au Canada et pour stimuler l'innovation. Il est indispensable pour le gouvernement du Canada de veiller à ce que notre régime d'imposition demeure compétitif par rapport aux autres nations, en particulier nos proches voisins, les États-Unis et le Mexique.

Résumé

3M Canada se réjouit de pouvoir formuler quelques recommandations au Comité permanent des finances alors qu'il examine les moyens possibles pour rendre les entreprises canadiennes plus concurrentielles sur la scène internationale. À notre avis, pour encourager les dépenses en capital, attirer les investissements directs étrangers et favoriser la croissance des exportations, le gouvernement devrait :

1. se servir d'une politique et d'avantages fiscaux pour entraîner d'importantes innovations et favoriser la commercialisation;
2. établir un programme d'innovation fédéral prévoyant des outils conçus pour améliorer le rendement des industries canadiennes, notamment un système de réglementation de calibre mondial et des outils pour réinvestir les recettes tirées de la tarification du carbone;
3. renégocier un ALENA juste et équilibré.



Ce sera un réel plaisir de pouvoir discuter de nos recommandations au moment qui conviendra aux membres du Comité permanent.

Recommandation no 1 — Se servir d'allègements et d'avantages fiscaux pour entraîner d'importantes innovations et favoriser la commercialisation.

L'imposition est l'un des plus puissants leviers à la portée d'un gouvernement. Elle peut être intéressante pour favoriser l'investissement dans une compétence ou encore comme incitatif à l'innovation.

Selon un rapport publié en juin 2018 par Manufacturiers et Exportateurs du Canada (MEC) et BDO Canada, la croissance des investissements de capitaux au Canada depuis 2011 est deux fois et demie moindre que la moyenne de l'OCDE et trois fois plus lente que celle des États-Unis. En outre, les exportations canadiennes de produits manufacturés augmentent à un taux inférieur à celui de l'inflation, et le déficit commercial du Canada dans le secteur manufacturier a explosé pour atteindre un record de 136 milliards.

Dans un contexte mondial toujours plus concurrentiel, les investissements dans la fabrication et en R et D sont soumis à la concurrence lorsqu'il s'agit de choisir où ils se cristalliseront. Au sein de 3M et de plusieurs autres entreprises mondiales, les décisions d'investissement des entreprises seront un élément important à tenir compte pour l'imposition, puisqu'elles représentent un facteur important pour déterminer les compétences à investir dans les activités de fabrication et de recherche et développement.

L'investissement est une mesure utilisée de plus en plus par les multinationales pour augmenter leur production dans les marchés étrangers. Accroître les investissements mondiaux au Canada stimulera l'innovation, la productivité et la compétitivité. Il est indispensable pour le gouvernement de veiller à ce que le régime d'imposition du Canada demeure compétitif par rapport aux autres nations, en particulier de nos proches voisins, les États-Unis et le Mexique.

Des recherches ont démontré que les investissements directs étrangers entrants ont un effet positif sur l'assiette fiscale du pays d'accueil et sur les recettes publiques. Ils ont également des répercussions sur la tenue de la productivité grâce aux connaissances techniques, aux retombées intra-industrielles et aux effets sur la chaîne d'approvisionnement. Les grandes entreprises emploient habituellement des employés hautement qualifiés et bien rémunérés. De plus, elles appuient un écosystème d'entreprises dans les collectivités où elles sont établies, notamment par le biais des services de grande valeur, ainsi que par les petites ou moyennes entreprises (PME) qui soutiennent leurs activités et font partie intégrante de leur chaîne d'approvisionnement.

Pour rendre le Canada plus attrayant pour faire des affaires, nous recommandons que le gouvernement s'engage à faire un examen approfondi du système d'imposition sur le revenu des

sociétés, y compris le programme de la recherche scientifique et du développement expérimental, afin de veiller à ce qu'il soit compétitif et attire de nouveaux investissements au Canada.

Nous recommandons également la création d'un système de « case de brevets », qui aiderait à accélérer la commercialisation de la propriété intellectuelle au Canada. Le système de case de brevets est utilisé par plusieurs pays occidentaux pour stimuler les investissements en R et D et inciterait les entreprises à mettre au point et à commercialiser leurs brevets au Canada. Il offrirait aux fabricants un taux d'imposition préférentiel sur les revenus provenant de brevets et d'autres types de propriété intellectuelle.



Si cette démarche provinciale est nécessaire et plus que bienvenue, seul le gouvernement fédéral pourrait établir un système de case de brevets vraiment efficace qui attirerait irrésistiblement les investissements dans les domaines de la fabrication et de la R et D.

Chez 3M, nous reprenons la recommandation de MEC et nous proposons qu'on aide les entreprises à retrouver leur compétitivité en abaissant le taux d'imposition sur le revenu des sociétés et en faisant correspondre la disposition sur la déduction pour amortissement accéléré à celle en vigueur aux États-Unis.

Recommandation no 2 — Équiper le programme d'innovation fédéral d'outils conçus pour améliorer le rendement des industries canadiennes.

Un environnement d'affaires concurrentiel est essentiel à la réussite du secteur manufacturier au Canada. Pour l'obtention de mandats, les manufacturiers canadiens se retrouvent en concurrence avec des entreprises établies dans des pays où les coûts de production sont faibles. Nous sommes d'avis que le programme fédéral d'innovation doit prévoir une stratégie concurrentielle qui garantira la mise en œuvre de cadres politiques pour aider les entreprises à choisir d'investir ici plutôt qu'à l'étranger.

3M appuie les recommandations suivantes du Conference Board du Canada quant à l'établissement de politiques et de programmes visant à améliorer le rendement des industries canadiennes tout en investissant des deniers publics :

- consulter le secteur privé avant de développer de nouvelles initiatives de recherche et d'innovation selon les priorités de financement public de l'innovation, et évaluer l'efficacité des programmes actuels;
- fonder la responsabilité des institutions et des programmes gouvernementaux sur des mesures de la valeur économique centrées sur le rendement du capital investi (RCI) et des indicateurs d'entreprise viable et durable;
- augmenter les dépenses d'innovation et déterminer si l'amalgame actuel d'incitation fiscale et de soutien direct réussit à stimuler les dépenses et les investissements.

De plus, le Canada a besoin d'un solide système de régulation prévisible, cohérent, transparent et de calibre mondial pour appuyer l'innovation et la compétitivité, tout en protégeant l'environnement, ainsi que la santé et la sécurité de la population canadienne.

Le fardeau de la réglementation au Canada s'alourdit et le gouvernement devrait mettre en place une approche de modernisation de la réglementation orientée sur les résultats des politiques désirés, notamment un composant coûts-avantages cohérent, juste et transparent pour l'élaboration et la modification de la réglementation.

Enfin, alors que le gouvernement met en œuvre son filet de sécurité pour la tarification du carbone, de même que d'autres initiatives de réduction des gaz à effet de serre (GES), il devrait également

tenir compte des répercussions de ces politiques sur la compétitivité des fabricants canadiens. Le gouvernement devrait mettre en place des mécanismes de réinvestissement des recettes tirées de la tarification du carbone qui compenseraient le coût d'achat des nouvelles technologies et des équipements, pour protéger la compétitivité des fabricants.



Recommandation no 3 — Négocier un ALENA juste et équilibré en évitant les mesures de représailles commerciales qui nuisent actuellement aux chaînes d’approvisionnement intégrées.

Comme les négociations de l’ALENA font encore les manchettes, nous aimerions souligner l’importance de négocier un accord de libre-échange qui ne prévoit pas de mesures de représailles commerciales comme celles qui nuisent actuellement aux chaînes d’approvisionnement intégrées.

3M traite depuis très longtemps avec le Canada et les États-Unis et tient donc à soutenir la relation commerciale solide entre ces deux pays. Nous sommes un exportateur net du Canada, et les emplois de plus de 1 000 Canadiens dépendent de notre capacité à vendre nos produits dans les marchés mondiaux.

L’ALENA a été et continue d’être le moteur de la compétitivité mondiale de l’Amérique du Nord pour le secteur manufacturier et l’optimisation de la chaîne d’approvisionnement.

Nous appuyons le gouvernement dans ses efforts pour maintenir les dispositions de l’ALENA afin de permettre aux entreprises canadiennes de soutenir avec succès la concurrence des marchés étrangers et nous serons heureux de collaborer avec le gouvernement à propos de toute initiative renforçant les relations commerciales du Canada.

3M Canada soutient le Canada sans réserve, désire participer à sa croissance à long terme et tient à soutenir ses relations commerciales solides.